

Des services sociaux sous-financés

LES ENJEUX

Dans les années 1990, le gouvernement conservateur de Mike Harris a coupé dans les budgets des services sociaux et transféré aux municipalités de nombreuses responsabilités à l'égard de services provinciaux sans leur donner l'argent nécessaire. Ces services sont les garderies, l'aide sociale et le logement social. Les villes se démènent pour payer au moins 3 millions de dollars par année pour ces services. Bien qu'il ait un surplus budgétaire, le gouvernement McGuinty n'est pas revenu sur ce transfert et refuse de payer ses factures.

- Une décennie de sous-financement et d'insuffisance des ressources a rendu de nombreux organismes communautaires incapables d'assumer les coûts – pour des besoins fondamentaux comme le chauffage, les fournitures et des salaires décents pour les travailleuses et travailleurs de première ligne. Les libéraux ont fait quelques réinvestissements mineurs qui ne permettent d'aucune façon aux organismes de répondre à la demande grandissante.
- En matière de services de garde, les libéraux étaient prêts à laisser des garderies fermer leurs portes sans intervenir : ils ne se sont engagés à dépenser les subventions fédérales destinées aux garderies qu'à la suite de pressions considérables et soutenues. Leur programme « Meilleur départ » lancé pendant la dernière campagne électorale était déficient et n'aurait jamais fourni de cadre à un programme d'apprentissage et de garde de jeunes enfants qui soit de qualité et sans but lucratif.
- Après des années de négligence, les libéraux ont consacré des sommes au secteur des Associations pour l'intégration communautaire (AIC) à la suite d'un important mouvement de pression de la part des travailleuses, des travailleurs, des employeurs et des familles. Les modestes augmentations des prestations d'aide sociale ne corrigent en rien les coupures faites sous le gouvernement Harris à l'aide sociale ou au Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées (POSPH).

LES PARTIS – BULLETIN

Conservateurs

- Ont transféré les coûts des services sociaux aux villes sans leur fournir de financement; ont coupé dans les budgets des services sociaux communautaires.
- Ont coupé dans les prestations d'aide sociale et du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées.

Libéraux

- N'ont pas annulé le transfert des services sociaux aux villes; ont refusé de payer les factures.
- Ont offert des fonds aux services de garde seulement lorsque des pressions ont été exercées sur eux; n'ont pas respecté leur engagement pris en 2003.
- Ont offert une aide financière aux AIC seulement lorsque des pressions ont été exercées sur eux; n'ont fait que des réinvestissements mineurs dans les services sociaux communautaires.

NPD

- A élaboré un plan détaillé pour que la province paye les frais de tous les services qui ont été transférés.
- Demande un investissement réel et des lois pour que les services de garde sans but lucratif obtiennent les fonds dont ils ont besoin.
- Continué d'affirmer son engagement face à l'importance des services sociaux communautaires pour rendre les collectivités de l'Ontario fortes et saines.

LA POSITION DU SCFP-ONTARIO ...

Seul le NPD verra à ce que la province paye pour les services sociaux qui ont été transférés aux villes et respecte le soutien essentiel que constituent les services sociaux communautaires.